**Prénom NOM**

Adresse : (adresse)

**N° étranger/AGDREF:** (si vous en avez un, vous pouvez le trouver sur votre titre de séjour)

**Préfecture de (département)**

**Service des Étrangers**

(Adresse de la préfecture)

A (lieu où vous êtes actuellement), le (date du jour)

Lettre Recommandée avec Avis de Réception

**Objet : demande d’état de situation d’une demande de délivrance de titre de séjour ou de communication des motifs du rejet implicite de cette demande**

Madame La Préfète, Monsieur le Préfet,

Par la présente, je reviens vers vous concernant ma demande de titre au séjour en qualité de (précisez la raison de la demande : parent d’enfant français, conjointe de français victime de violences et ayant rompu la vie commune, etc.).

Ressortissante (nationalité), je suis entrée en France le (date d’entrée en France) (préciser si l’entrée en France s’est faite avec un visa et si oui, quel type de visa).

J’ai sollicité auprès de vos services la délivrance d’un titre de séjour eu égard à ma situation personnelle et familiale. (Préciser les conditions du dépôt de la demande : date de l’enregistrement de la demande, sur rendez-vous en préfecture ou en ligne, etc.)

Or, à ce jour, soit plus de 4 mois après l’enregistrement de sa demande (2 mois en cas de demande de renouvellement de titre de séjour), je reste sans nouvelle de vos services.

**Aussi, je vous prie de bien vouloir m’informer, par retour de courrier, de l’état d’avancement de ma demande et des suites devant lui être données.**

**Si le silence prolongé de vos services quant à ma demande doit s’analyser en une décision implicite de refus de séjour, je vous prie de me communiquer les motifs de cette décision, faute de quoi celle-ci serait frappée d’illégalité comme contraire aux articles L.211-3 et L.211-5 du Code des relations entre le public et l’administration qui disposent :** *“Les personnes physiques ou morales ont le droit d’être informées sans délai des motifs des décisions administratives individuelles défavorables qui les concernent”* et *“la motivation exigée par le présent chapitre doit être écrite et comporter l’énoncé des considérations de droit et de fait qui constituent le fondement de la décision”*.

Dans cette attente, je reste à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Je vous prie de croire, Madame La Préfète, Monsieur le Préfet, en l’expression de mes salutations distinguées.

(Nom et signature)